

Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 11· Numéro 12, 26 Novembre 2010

Nouvelles de l'omc.....	1
Une prolongation d'une année pour de la période transitoire pour les subventions à l'exportation.....	1
Une chaire OMC à la Faculté des Sciences économiques et de Gestion de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), pour renforcer les capacités des pays de la sous région Afrique de l'ouest	1
Sur le Fil.....	2
Le G 20 pour une conclusion du cycle de Doha en 2011. Encore des vœux d'intentions	2
Nouvelles regionales.....	3
Intégrer le secteur informel aux économies africaines.....	3
Les fonctionnaires des pays africains membres de la BID ont passé en revue les différents impacts de l'APE sur l'intégration.....	3
APE : des organisations de la société civile exige de l'UE qu'elle dévoile le volume financier consacré au PAPED	5
Événements et publications.....	5

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)
 Rédaction : Bathie CISS, Cheikh Tidiane DIEYE, Aissatou DIALLO et Laurent Kirk
 Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux.

NOUVELLES DE L'OMC

Une prolongation d'une année pour de la période transitoire pour les subventions à l'exportation

Le Comité des subventions et des mesures compensatoires, réuni le 28 octobre 2010, a prolongé d'une année encore — jusqu'à la fin de 2011 — la période de transition pour l'élimination de certains programmes de subventions à l'exportation de 19 pays en développement. De nombreuses délégations ont accueilli avec satisfaction les plans d'action des pays bénéficiaires qui visent à réduire progressivement les programmes de subventions, et se sont félicités du bon fonctionnement de la décision de l'OMC concernant ces pays.

Sources OMC

Une chaire OMC à la Faculté des Sciences économiques et de Gestion de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), pour renforcer les capacités des pays de la sous région Afrique de l'ouest

L'objectif de cette chaire comme l'a souligné M. Lamy a est de permettre aux Africains d'avoir des connaissances analytiques sur la formulation et la mise en œuvre des politiques commerciales. Le programme aiderait les établissements universitaires nationaux à mieux faire comprendre aux étudiants les questions intéressant la politique commerciale.

Les autorités universitaires ont indiqué que la chaire OMC se propose de relever le défi de l'expertise africaine en matière politique commerciale et de négociations commerciales multilatérales.

SUR LE FIL

Le G 20 pour une conclusion du cycle de Doha en 2011. Encore des vœux d'intentions

Les pays du G20 ont exprimé lors de leur dernier sommet à Séoul leur souhait de voir les négociations commerciales du cycle de Doha se conclure au cours de l'année 2011. Cela pourrait aussi permettre de lutter contre "toute forme de mesures protectionnistes".

On peut lire dans le communiqué final publié à l'issue du sommet de Séoul, que le G20 affirme son "engagement fort" pour "une conclusion positive, ambitieuse, complète et équilibrée" du cycle de négociations.

Les dirigeants du G20 ont laissé entendre que "2011 offre une fenêtre d'opportunité cruciale, bien qu'étroite" pour obtenir ce succès, ajoute le texte. Ainsi on peut lire dans le communiqué final "Nous devons maintenant terminer le travail. Une fois le résultat obtenu, nous nous engageons à obtenir la ratification, lorsque nécessaire, dans nos systèmes respectifs".

"Nous nous engageons aussi à résister à toute forme de mesures protectionnistes", ajoutent les dirigeants des vingt pays les plus puissants.

Cet engagement vient conforté le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, Pascal Lamy, qui avait indiqué fin octobre qu'il attendait un "signal politique clair" du G20 en vue d'accélérer les négociations.

Autres questions discutées lors de ce sommet G 20

D'autres questions aussi importantes ont fait l'objet d'échanges au cours de ce sommet : La coopération pour la politique macro-économique, la réforme des systèmes de réglementation financière et la réforme des institutions financières internationales.

Les membres du G20 se sont mis d'accord sur l'établissement d'un ordre économique international durable à l'aide d'une évaluation mutuelle permettant de garantir la cohérence des réglementations nationales de chaque pays avec l'objectif commun du groupe. Pour ce faire, l'essentiel de la coopération de la politique macro-économique repose sur la possibilité d'avoir recours à une action politique au niveau du G20 sous l'assistance technique du Fonds monétaire international (FMI).

Le sujet de la réforme des systèmes de réglementation financière résulte principalement du fait que la faiblesse des établissements financiers est à l'origine de la crise économique de 2008, laquelle a été déclenchée par la crise des « subprimes » sur le marché américain des prêts hypothécaires à risques. Afin d'empêcher d'autres crises et de contrôler les prises de risques excessives de ces établissements, le G20 procède à une révision continue de ses 47 tâches concrètes. Lors du sommet à Séoul, seront particulièrement abordés en détail l'appropriation de la structure des fonds des banques, le renforcement de la supervision vis-à-vis des grands établissements financiers et l'émission des droits de triage du fonds public, pour clarifier les responsabilités de la crise financière.

NOUVELLES REGIONALES

Intégrer le secteur informel aux économies africaines

Le commerce informel est très développé en Afrique. Selon le BIT le secteur informel 72% des emplois en Afrique subsaharienne. Vendeurs ambulants, recycleurs d'objets divers, laveurs de pare-brise, les emplois informels dominent sur le continent africain. Cette économie est dominée par les classes les plus pauvres du continent qui ne bénéficient d'aucune protection sociale.

Cette importante franche de l'économie doit être prise en compte dans les politiques, ainsi, les Etats africains cherchent à mieux intégrer les travailleurs qui évoluent dans cette économie informelle. L'objectif est de permettre à ces travailleurs de bénéficier des avantages de la protection sociale et d'en faire des supports de croissance et de développement économique à l'échelle du continent.

Le secteur informel au cœur du commerce intra communautaires

Le commerce transfrontalier est à prédominance informelle en Afrique de l'Ouest. Tout le concept est construit sur celui de l'activité informelle. L'activité informelle est définie en effet comme: « *toute activité non enregistrée et/ou dépourvue de comptabilité formelle écrite, exercée à titre d'emploi principal ou secondaire, par une personne en tant que patron ou à son propre compte.* » (AFRISTAT, 1999). Le commerce informel transfrontalier se réalise donc en marge de la législation sociale et fiscale: c'est l'ensemble des activités commerciales qui « échappent » aux politiques économiques et sociales, et donc à toute régulation de l'Etat. (Njikam, 2008). Autrement dit, c'est « l'ensemble des actes économiques marchands qui échappent aux normes légales, en matière fiscale, sociale, juridique ou d'enregistrement statistique ». Ainsi "le

commerce informel transfrontalier est toute ou partie d'activité commerciale non/ou sous enregistrée et/ou dépourvue de comptabilité formelle (officielle) écrite qui se déroule au travers des frontières des Etats"

L'absence d'encadrement

Mais le constat est que les économies africaines sont toujours incapable de créer le nombre d'emplois nécessaires pour absorber la main-d'œuvre constitue l'une des causes de l'expansion de l'économie informelle.

L'Union africaine vient appuyer les Etats et souhaite la formalisation de l'économie informelle pour permettre aux travailleurs évoluant dans ce secteur de bénéficier des avantages de la protection sociale car ces derniers n'ont pas, actuellement, de droit à la retraite et sont toujours pourchassés dans la rue.

Mais la seule réforme de la législation ne suffit pas, il faut aussi que l'on prenne en compte toutes les dimensions de l'économie informelle permettra aux Etats africains de mettre en oeuvre des politiques et des stratégies d'intégration de ce secteur à l'économie des pays. Le but est de favoriser la création d'emplois et de lutter contre la pauvreté. C'est seulement en affiliant ces travailleurs aux différentes chambres de commerce et aux chambres des métiers que l'on pourra résoudre le problème de l'informel en Afrique.

Source : Afrique avenir.org, note Enda.

Les fonctionnaires des pays africains membres de la BID ont passé en revue les différents impacts de l'APE sur l'intégration

La Banque islamique de Développement (BID) a organisé du 18 au 21 Octobre 2010 à Ouagadougou, un séminaire sur les APE et

leur impact sur l'intégration régionale entre les pays africains.

Les discussions ont porté sur :

- l'état actuel des négociations sur les APE et les questions connexes (APE intérimaire, commerce des services, Droits de propriété intellectuelle)
- la cohérence des politiques commerciales en Afrique de l'Ouest
- Sur les opportunités du commerce Sud- Sud.
- les scénarios de négociation APE en Afrique de l'Ouest et leurs conséquences.

Les participants ont on salué l'initiative de la BID qui leur a permis d'être à jour sur beaucoup de questions liées aux négociations commerciales.

Le besoin d'un plus grand partage d'expérience entre les pays membres a été ressenti. A cet égard, la BID a été conviée à organiser le plus souvent possible ce type de rencontre.

De même il a été fortement recommandé de:

- ✓ Capitaliser les connaissances acquises lors du séminaire par une large diffusion auprès des acteurs nationaux ;
- ✓ Impliquer fortement l'UA dans les négociations sur les APE par l'organisation d'une rencontre

regroupant la dite institution et tous les pays membres autour de la question ;

- ✓ Demander aux organisations régionales et sous régionales de prendre en charge la formation des experts chargés des négociations.
- ✓ Faire de l'accroissement du commerce intra régional une priorité ;
- ✓ Analyser la trajectoire, la vision et les objectifs de développement de l'Afrique de l'Ouest et en tirer les positions à défendre ;
- ✓ Assurer la cohérence des politiques sectorielles régionales avec la politique commerciale commune que la CEDEAO va mettre en place
- ✓ Eviter d'ériger de nouvelles barrières tarifaires et alléger celles qui existent déjà;
- ✓ Renforcer les règles de coopération Sud- Sud et veiller à ce qu'elles ne soient pas calquées sur les modèles existants ;
- ✓ Renforcer les capacités productives des économies africaines ;
- ✓ Créer ou renforcer les infrastructures physiques et la connectivité.

APE : des organisations de la société civile exige de l'UE qu'elle dévoile le volume financier consacré au PAPED

L'Union européenne doit préciser clairement les sources et le volume des fonds qu'elle alloue au programme de l'accord de partenariat économique (APE) pour le développement, a déclaré le président de l'Association nationale des négociants nigériens (NANTS), Ken Ukaoha. Les chefs d'état et de gouvernement et les parlements africains avaient déclaré à l'unanimité que la région pourrait ne pas signer les APE si l'UE ne s'engageait pas à financer un programme de développement pour l'Afrique de l'Ouest pour remédier aux éventuels impacts des accords sur leurs économies. Prenant la parole à Abuja pendant un examen par les partenaires concernés des négociations de l'APE UE - CEDEAO, le président de NANTS a déclaré qu'une clarification s'avérerait nécessaire en ce qui concerne la différence entre les 9,5 milliards d'euros présentés par la CEDEAO et les 6,5 milliards d'euros acceptés par l'UE dans le financement. Il a ajouté que bien que l'UE ait finalement accepté de participer au financement d'un programme de l'APE pour le développement en Afrique de l'Ouest, un grand nombre d'écarts doivent être réglés. « Je constate en particulier que bien que les différences aient été résolues sur certaines questions, par exemple, l'acceptation de l'UE de contribuer au financement du programme de l'APE pour le développement en Afrique de l'Ouest, les parties doivent encore arriver à un accord à propos des sources et du volume de ce financement », a-t-il ajouté. Il a précisé qu'il est généralement admis que s'il faut que des progrès substantiels soient réalisés et que les négociations se concluent rapidement, une plus grande souplesse de l'UE sera nécessaire pour ce qui concerne la plupart des questions.

Source: NBPF Topics.com

EVENEMENTS ET PUBLICATIONS

Evénements

OMC

29 – 30 – 3 décembre, OMC, Genève, groupe de négociation sur la facilitation des échanges

8 – décembre, OMC, Genève, comité des marchés publics

9 – décembre, OMC, Genève, 14ème série de consultations dans le cadre du Mécanisme du cadre consultatif du Directeur général en faveur du coton - Aide au développement

9 – décembre, OMC, Genève ; Organe d'examen des politiques commerciales - Tour d'horizon de l'évolution de l'environnement commercial international

10 – décembre, OMC, Genève, Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie

13 - décembre, OMC, Genève, Atelier sur l'aide pour le commerce et l'agriculture

14 – 15 décembre, OMC, Genève, Conseil général

Hors OMC

1^{er} décembre, "The Economic Dimensions of Privacy", conférence organisée par la Direction de la Science, de la technologie et de l'industrie dans le cadre du 30^e anniversaire des Lignes directrices de l'OCDE sur la protection de la vie privée et les flux

transfrontières de données de caractère personnel. www.oecd.org

8 décembre, Nouvelle Zélande, Examen du Comité d'Aide au Développement par les pairs.www.oecd.org

8-10 décembre, Cape Town, Afrique du Sud. "Innovative Approaches to Turn Statistics into Knowledge", séminaire organisé par la Direction des Statistiques, Statistics South Africa et la Banque mondiale.
www.oecd.org

Publications

Nathalie Bernasconi, *European Parliament hearing on Foreign Direct Investment*, Article: Osterwalder, 2010

Mark Halle, *Elements of a Sustainable Trade Strategy for China*, Long Guoqiang, 2010

CNUCED, Investment Policy Monitor No. 3, October 2010; 07/10/10, 13 Pages, 1978 Ko

CNUCED, Trade and Development Report, 2010. The *Trade and Development Report* (TDR) 2010 focuses on employment, globalization and development. It reviews recent trends in the global economy, concluding that the recovery of the global financial and economic crisis remains fragile and uneven. The *Report* examines the potential impact on developing countries of macroeconomic policies and ongoing adjustments in major economies.

OMC ; Governments, Non-State Actors and Trade Policy-Making: Négocié sur une base préférentielle ou multilatérale? Publié sous la direction d'Ann Capling, Université de Melbourne, et de Patrick Low, OMC. Co-publié par Cambridge University Press en 2010.